

**Enseignement français à l'étranger -  
Avenir du réseau des établissements  
français de l'étranger - Réponse du  
secrétariat d'Etat auprès du  
ministre de l'Europe et des affaires  
étrangères, à une question écrite au  
Sénat**

(Paris, 09 août 2018)

Le réseau des 492 établissements scolaires gérés par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) est un instrument essentiel au service de l'influence de la France dans le monde. Il doit faire face à des mutations importantes telles que l'accroissement de la demande et une concurrence accrue dans le secteur de l'éducation.

Le réseau a également été confronté à une situation difficile après la parution du décret du 20 juillet 2017 portant ouverture et annulation de crédits, dans le cadre de l'effort de redressement des comptes publics engagé par le gouvernement. La subvention pour charge de service public versée à l'AEFE a été diminuée à hauteur de 33 millions d'euros. Pour faire face à cette diminution, l'Agence a notamment dû programmer des suppressions de postes d'agents titulaires. Il convient de préciser que ces suppressions ont seulement concerné des postes vacants ou qui le seront suite à un départ en retraite ou une demande de réintégration ; toutes ont fait l'objet d'une analyse précise puis d'un dialogue étroit avec les établissements du réseau concernés. Ces derniers ont été sollicités en amont pour présenter le projet de mesure au conseil d'établissement. De cette manière, les décisions de fermeture de poste prennent en compte un ensemble de paramètres, et notamment les possibilités locales de recrutement ainsi que le taux de personnels titulaires du ministère de l'éducation nationale. Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a accompagné ces mesures, pour minimiser leur impact et garantir leur équité.

Le président de la République a cependant réaffirmé, dès le mois d'octobre 2017, devant l'Assemblée des Français de l'étranger, son attachement à ce réseau exceptionnel. Il a ainsi annoncé la stabilisation du montant de la dotation publique versée à l'AEFE en 2018 et 2019 à hauteur de celle de 2017 (avant annulation partielle des crédits).

Il a ensuite précisé à plusieurs reprises la place stratégique de l'enseignement français à l'étranger dans la politique d'influence de la France, en particulier dans son discours sur la stratégie internationale pour la langue française et le plurilinguisme, le 20 mars 2018, dans lequel il a considéré que l'enseignement français à l'étranger était "la colonne vertébrale de notre offre d'enseignement à travers le monde" et qu'il serait "consolidé, dynamisé pour garantir sa pérennité et répondre à la demande croissante".

Des objectifs ambitieux ont été fixés pour l'enseignement français à l'étranger, qui doit doubler le nombre d'élèves inscrits dans les établissements à programme français d'ici 2030 et

renforcer son action de coopération pédagogique.

Pour assurer ce développement et le maintien de son excellence pédagogique, le président de la République a confié au ministre de l'Europe et des affaires étrangères le soin de lui soumettre un projet de réforme de l'enseignement français à l'étranger qui permettra de relever l'ensemble des défis. Un groupe de travail interministériel a été mis en place et remettra prochainement ses conclusions.

En parallèle, une mission a été confiée à la députée Samantha Cazebonne pour répondre en particulier à l'objectif de doublement du nombre d'élèves au sein du réseau de l'enseignement français à l'étranger. Au-delà, la représentation nationale sera bien entendu informée des mesures que le gouvernement compte mettre en oeuvre.

S'agissant des frais de scolarité, l'AEFE est attentive à leur évolution et s'attache à rappeler aux établissements la nécessité de leur maîtrise. Leur moyenne est généralement nettement inférieure aux tarifs pratiqués par les autres établissements scolaires internationaux. Il convient également de rappeler que plus de 25.300 élèves français bénéficient actuellement de bourses scolaires accordées sur critères sociaux, pour un montant total de 105 millions d'euros.

Quant à la crainte de déconventionnement d'établissements, à ce jour, aucun des 153 établissements conventionnés n'a fait connaître à l'AEFE son souhait de mettre fin à la convention qui le lie à l'opérateur public./.